

# ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX (OIBT)

## PROGRAMME THEMATIQUE OIBT SUR LA REDUCTION DE LA DEFORESTATION ET DE LA DEGRADATION DES FORETS ET LA VALORISATION DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX DANS LES FORETS TROPICALES (REDD)

### DESCRIPTIF D'AVANT-PROJET

TITRE	CONTRIBUTION À LA MISE EN PLACE DES MÉCANISMES REDD À TRAVERS LE RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES ACTEURS À LA GESTION DURABLE DES MASSIFS FORESTIERS DU CAMEROUN
NUMERO DE SERIE	RED-PPD 051/11 Rev.1 (F)
SOUMIS PAR	GOUVERNEMENT DU CAMEROUN
LANGUE D'ORIGINE	FRANÇAIS

#### RESUME

Depuis le début des années 90, le Cameroun s'est engagé dans un train d'initiatives qui visent la gestion durable de ses ressources forestières. En dépit d'un important arsenal juridique et institutionnel, l'on note que la déforestation et la dégradation des écosystèmes continue tout comme l'enlèvement de la pauvreté. Ceci proviendrait en partie de la faible participation de tous les acteurs, et notamment les populations riveraines, aux efforts de gestion durable des ressources forestières du fait de la circulation insuffisante des informations pertinentes dans le secteur, la faible perceptibilité des retombées issues de la gestion desdites ressources et leur manque de capacité adéquates.

La présente proposition d'avant-projet, par l'amélioration de la participation et l'implication des populations et de tous les autres acteurs, vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun.

AGENCE D'EXECUTION UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (UICN)

GOUVERNEMENTS COOPERANTS -

DUREE 6 MOIS

DATE APPROXIMATIVE DE DEBUT

BUDGET ET SOURCES DE FINANCEMENT PROPOSEES	Source	Contribution en \$E.U	Equivalent en Monnaies Locales
	<b>OIBT</b>	<b>81,864</b>	
	Gouv't du Cameroun	9,000	
	UICN	10,000	
	<b>TOTAL</b>	<b>100,864</b>	

## **1. 1<sup>ère</sup> PARTIE : CONTEXTE DE L'AVANT – PROJET**

### **1.1. Origine et justification du projet**

Le début des années 90 marque également le début d'une nouvelle aire de réformes dans le secteur forestier du Cameroun. Pendant cette période, le pays a créé un département ministériel en charge des questions forestières, a promulgué la loi de 1994 portant régime des Forêts, de la faune et de la pêche et a défini sa politique forestière. Toutes ces innovations visent au bout du compte la gestion durable des ressources forestières avec un accent sur l'implication des populations locales et le partage des bénéfices découlant de l'exploitation desdites ressources.

Pour s'assurer de la concrétisation de cette volonté, le pays a mis en place depuis 2003 le Programme sectoriel forêts environnement (PSFE) qui se veut un cadre cohérent d'intervention de toutes les initiatives de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Par ailleurs, conscient de l'importance de la gestion paysage, le Chef d'Etat camerounais a invité en 1999, à Yaoundé, ses pairs au Sommet des Chefs d'Etat d'Afrique Centrale sur la conservation et la gestion des forêts tropicales sanctionné par la Déclaration de Yaoundé. Cette Déclaration invite entre autres les Etats membres à mener des actions concertées, renforcer les actions visant à accroître la participation des populations rurales à la gestion durable des forêts et à mettre en place des mécanismes durables de financement du développement du secteur forestier.

En dépit de toutes ces initiatives et trains de mesures visant la gestion durable des ressources forestières, l'on note que la participation des populations reste faible pour des raisons non encore bien comprises.

Cette faible participation le sera davantage si des actions urgentes ne sont pas prises pour inverser la tendance avec les problématiques émergentes telles que les changements climatiques, eux-mêmes, non encore pris en compte dans la législation nationale.

Dans ce sens, le Cameroun s'est engagé depuis 2009 dans le processus de préparation de la Stratégie nationale REDD, appuyé en cela par les partenaires au développement et les organismes internationaux. Bientôt, le processus sera officiellement lancé et permettra de mettre en place une démarche coordonnée devant aboutir à la stratégie nationale REDD. Le constat que l'on peut faire est d'une manière évidente, la nécessité de mettre en place un cadre politique et réglementaire qui clarifie les aspects de tenure foncière, de participation et de partage équitable des revenus issus du REDD. De plus, il apparaît nécessaire de développer et de tester les outils et approches de monitoring et d'évaluation du carbone dans différents types de forêts et formes d'exploitation forestière. Différentes rencontres sous régionales ont mis en exergue la nécessité pour la mise en place de systèmes nationaux de monitoring. De même qu'il y a le besoin de définir des équations allométriques pour la mesure des stocks de carbone dans différents sites ; et les résultats de ces tests au niveau des écosystèmes et des sites pilotes vont servir à alimenter les débats sur la question.

**Tous ces constats font parties des recommandations et conclusions issus des différentes rencontres organisées ces derniers mois dans le cadre du processus REDD au Cameroun, sous l'égide du Gouvernement, notamment : (i) la réunion du Comité de National de Coordination du Projet Pilote REDD de juillet 2010 à tenue Mbalmayo, (ii) l'atelier de formation et d'élaboration de la stratégie des organisations de la société civile sur les changements climatiques et la REDD tenue**

en février 2011, (iii) l'Atelier d'analyse participative du cadre de la gouvernance forestière en rapport avec le processus REDD au Cameroun tenu à Yaoundé en avril 2011 et (iv) l'atelier de sensibilisation et d'information des peuples autochtones et de la société civile sur le processus national REDD+ tenu en mars 2011.

*Ceci corrobore avec le problème central posé par la thématique REDDES et notamment les causes sous-jacentes retenues comme l'absence de prise de conscience des échecs auxquels ont conduit les politiques suivies par le passé, les faiblesses de la gouvernance, la faiblesse des régimes de propriété et d'usufruit fonciers forestiers qui ne sont porteurs d'aucunes garanties, les mécanismes de financement inadéquats. Le risque est que si les constats cités ci-dessus ne font l'objet d'aucune attention, on s'acheminera inéluctablement vers les effets reconnus par le Programme REDDES tels que la vulnérabilité accrue aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, la perte de perspectives de développement économique pour les populations riveraines et les peuples autochtones présents à l'intérieur et autour des massifs forestiers, l'aggravation de la pauvreté, la détérioration des moyens d'existence des populations, les conflits sociaux et une plus grande marginalisation des populations autochtones et d'autres catégories de population qui trouvent dans les forêts.*

Au-delà, il y a une nécessité de tester les mécanismes de participation et d'implication des populations et de tous les autres acteurs et les leçons apprises vont contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale REDD.

Dans la dynamique du processus REDD, un certain nombre d'initiatives sont en cours, mais restent limitées en terme géographique. Parmi ces initiatives on peut citer celles de la Banque Mondiale dont les fonds sont malheureusement limités pour couvrir tous les aspects de participation indispensable au processus d'élaboration de la stratégie nationale REDD. Il faut donc faire un état de ces initiatives et analyser les gaps sur lesquelles seront focalisées les interventions du projet. D'autre part, la diversité des acteurs et des zones écologiques du Cameroun et le fait que le processus soit encore nouveau, fait qu'il faut mieux cibler les actions de communication en utilisant les canaux et outils adéquats à identifier lors de la phase de développement du projet. En outre, il est nécessaire de mieux analyser les mécanismes les questions telles le droit d'accès au foncier et les mécanismes de redistribution des revenus de l'exploitation forestière pour définir les pistes d'intervention pour mieux accompagner les aspects de gouvernance liées à la REDD.

## 1.2. Pertinence

### 1.2.1. Conformité aux objectifs et priorités de l'OIBT

#### Conformité avec les objectifs de l'AIBT de 2006

Le projet est conforme aux objectifs c, f, g, j, m et r ci-après de l'article 1 de l'AIBT de 2006:

c) Contribuer à un développement durable et à l'atténuation de la pauvreté;

*En plus de la poursuite des objectifs de conservation, le projet appuiera également les efforts d'auto-développement des communautés locales. Il appuiera en particulier les actions visant l'utilisation durable des ressources naturelles.*

f) Favoriser et appuyer la recherche-développement en vue d'une meilleure gestion des forêts, d'une utilisation plus efficace du bois et d'une plus grande compétitivité des produits dérivés par rapport aux matériaux concurrents, ainsi que pour accroître la capacité de conserver et de promouvoir d'autres richesses de la forêt dans les forêts tropicales productrices de bois d'œuvre;

*Les différentes actions envisagées (Etudes sur la collecte des données statistiques sur la séquestration du carbone dans les forêts camerounaises, Mise en place d'un dispositif de suivi du couvert végétal des concessions forestières et des autres forêts domaniales) devraient s'appuyer sur les études spécifiques dans le domaine socio-économique et écologique qui vont éclairer le gouvernement et les autres acteurs sur les richesses et les potentialités, ainsi que les scénarios pour une meilleure gestion durable.*

g) Concevoir et soutenir des mécanismes visant à apporter des ressources financières nouvelles et additionnelles afin de mobiliser des fonds suffisants et prévisibles et les compétences techniques nécessaires pour renforcer la capacité des membres producteurs d'atteindre les objectifs du présent Accord ;

*Le projet devra permettre à terme de renforcer les capacités du pays à mobiliser des ressources financières issues de la REDDES, ainsi que les capacités et compétences techniques sur le processus REDDES*

j) Encourager les membres à appuyer et à développer des activités de reboisement en bois d'œuvre tropicaux, ainsi que la remise en état des terres forestières dégradées, compte dûment tenu des intérêts des communautés locales qui dépendent des ressources forestières

*Le projet va encourager le reboisement notamment des terres dégradées, telles que les mangroves. L'approche participative sera adoptée pour favoriser l'implication des populations locales et la prise en compte de leurs intérêts*

m) Encourager les membres à élaborer des politiques nationales visant à l'utilisation et à la conservation durable des forêts productrices de bois d'œuvre, et au maintien de l'équilibre écologique des régions concernées, dans le contexte du commerce des bois tropicaux

*Le projet va contribuer à l'élaboration des politiques nationales dans une perspective REDDES ; ce faisant il va permettre de réduire la déforestation et la dégradation des forêts et ainsi, maintenir l'équilibre écologique*

r) Encourager les membres à reconnaître le rôle des communautés autochtones et locales dépendant des forêts dans la gestion durable des forêts et à élaborer des stratégies visant à accroître la capacité de ces communautés de gérer de manière durable les forêts productrices de bois tropicaux

*Le projet va promouvoir des activités de démonstration au bénéfice des communautés locales. Un accent sera mis sur l'implication des communautés locales et autochtones, de sorte que leurs besoins et intérêts soient pris en compte dans la stratégie nationale REDDES*

### **Conformité avec le Plan d'Action de l'OIBT**

En qualité de membre actif de l'OIBT, le Cameroun s'est engagé à réaliser l'aménagement durable de ses ressources forestières, et en particulier, à atteindre l'Objectif à l'an 2011 de l'OIBT. La présente proposition de projet est conforme entre autre

- aux résultats attendus 4 « Offre accrue de bois tropicaux de sources en gestion durable et d'extraction légale » et 5 « Ressources des forêts tropicales mieux sécurisées » en ce sens qu'il va :
  - favoriser et encourager la légalité dans l'exploitation forestière pour répondre aux directives de la REDDES
  - « opérer une veille des implications politiques potentielles que comportent pour la ressource forestière la modification du climat et les politiques récemment adoptées en la matière » (Action B de l'OIBT)
  - « épauler les études et activités relatives à la contribution de la ressource forestière à l'atténuation des effets de la modification du climat mondial » (Action D de l'OIBT) ;
  - « Collaborer à une meilleure connaissance des répercussions que comportent certaines questions comme le piégeage du carbone et la réduction des émissions issues du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD) sur la mise en valeur des forêts tropicales » (Action G de l'OIBT)
- au résultat attendu 6 intitulé « *Ressources des forêts tropicales en gestion durable* » et *contribue à l'action suivante* : Examiner les progrès et les possibilités nouvelles (p. ex. REDD) offerte par l'aménagement des forêts tropicales secondaires, la restauration des forêts tropicales dégradées et la réhabilitation des terres forestières dégradées.

Il contribue également aux actions transversales sur la Communication et vulgarisation et sur la coopération internationale.

### **Conformité avec les objectifs du Programme Thématique REDDES**

Le projet cadre avec l'objectif général du Programme Thématique REDDES qui est de « Freiner le déboisement et la dégradation des forêts, valoriser les services environnementaux et permettre l'amélioration des moyens d'existence des populations tributaires des forêts grâce à la gestion durable des forêts tropicales, à la restauration des forêts dégradées et à d'autres activités connexes ». Le projet va en effet permettre l'amélioration de la participation des communautés locales et ainsi « contribuer à la pérennité sociale et économique et au bien être des populations tributaires des forêts » comme stipulé dans l'objet spécifique c) du Programme Thématique REDDES, **qui vise notamment à « entretenir et valoriser les processus d'atténuation du changement climatique et d'autres services environnementaux que fournissent les forêts tropicales.**

De plus, la mise en place des projets pilotes de démonstration va permettre (i) la participation des collectivités et des communautés à l'évitement du déboisement et de la dégradation, le développement des services environnementaux, la gestion durable des forêts, la restauration et la réhabilitation des massifs forestiers secondaires et dégradées, à (l'instar des mangroves), (ii) une participation accrue des femmes et des populations autochtones des zones forestières aux

services environnementaux. En ce sens, le projet cadre avec le résultat N°2 et N°5 suivant du Programme Thématique REDDES « Amélioration des moyens d'existence des habitants des forêts et d'autres acteurs directement associés à l'offre de services environnementaux par la gestion durable des forêts tropicales » ; « Meilleures pratiques en faveur de l'implication des collectivités dans l'offre de services environnementaux obtenue grâce à la gestion durable des forêts tropicales, et popularisation de ces pratiques ».

Voici en outre les indicateurs des produits du protocole de suivi du programme thématique auquel le projet va contribuer:

- Revenus d'appoint des dans les populations directement associées aux initiatives de rémunération des services environnementaux et autres produits forestiers dans les pays participants
- Intensification de la participation des femmes aux services environnementaux liés aux collectivités forestières de pays participants
- Augmentation de la superficie des forêts de collectivités protégées contre le feu, les ravageurs et les maladies
- Mécanismes d'incitation à la rémunération des services environnementaux élaborés ou en cours d'exécution
- Projets pilote sur la participation des collectivités à l'évitement du déboisement et de la dégradation, le développement des services environnementaux, la GDF, la restauration et la réhabilitation des massifs forestiers secondaires et dégradés.
- Collectivités formées et assistées dans le développement et la mise en oeuvre de mécanismes de rémunération des services environnementaux.
- Collectivités directement associées aux mécanismes de rémunération mis au point et/ou en cours d'application avec l'aide du programme

### **1.2.2. Pertinence aux politiques du pays soumettant**

Le présent avant-projet est pertinent aux politiques aux niveaux national et sous-régional comme on peut le voir plus bas.

#### *Au niveau national*

L'avant-projet cadre avec le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) du Cameroun qui met un accent particulier sur la lutte contre la pauvreté, notamment par le développement des initiatives capables de drainer la croissance et créer l'emploi et dont le secteur forestier est l'un des piliers stratégiques.

Cet avant-projet cadre également avec la politique forestière du Cameroun qui prône la promotion de l'aménagement durable des forêts, la contribution du secteur forestier à l'économie nationale et la nécessité de la participation des populations locales à cet aménagement durable.

Cet avant projet cadre aussi avec les composantes suivantes du Programme Sectoriel Forêt & Environnement (PSFE) :

- Composante 1, Sous composante 1 & 3 sur la « Réglementation environnementale et mécanisme de financement » et « Information et sensibilisation »
- Composante 2, Sous composante 2.2. « Aménagement des forêts de production »
- Composante 4, Sous composante 4.1 et 4.2 respectivement sur la « Foresterie communautaire » & « Reboisement et régénération des ressources forestières ».

Par ailleurs, la loi forestière du Cameroun de 1994 et ses décrets d'application prescrivent les principes de participation, de gestion durable et de partage des retombées des ressources issues de l'exploitation, principes que le présent projet vient appuyer. En outre, le Programme National de Gestion de l'Environnement (PNGE) a retenu la lutte contre les changements comme un axe majeur ; et les aspects de REDD devront être pilotés par un Comité National de coordination du processus qui institue une concertation permanente entre les administrations et les autres acteurs dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie nationale REDD.

**D'autre part, le pays est engagé dans le processus d'élaboration de sa stratégie nationale REDD. Lors de la réunion de lancement du processus qui s'est tenu, le Gouvernement a lancé un appel aux partenaires au développement pour qu'ils appuient les processus de participation et d'implication des acteurs, ainsi que des initiatives d'information et de communication dans toutes les zones écologiques du Cameroun. Le présent avant projet et le projet qui va suivre va focaliser son intervention dans les zones jusque – là moins couvertes et avec une portée stratégique comme les mangroves et la zone septentrionale du Cameroun.**

*Au niveau sous-régional*

Il cadre avec le Plan de Convergence de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) dont le Cameroun est adhérent. Le Plan de Convergence est le dénominateur commun sur lequel les pays membres de la COMIFAC conviennent de s'entendre pour engager des actions au niveau national et sous-régional en faveur de la gestion durable des écosystèmes forestiers de l'Afrique Centrale. Il se décline en dix axes et le présent projet cadre avec les sept premiers.

## **2. PARTIE 2 : JUSTIFICATION DE L'AVANT – PROJET**

### **2.1. Objectifs**

#### **2.1.1. Objectif de développement**

Le projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun

#### **2.1.2. Objectif spécifique**

Le présent avant projet vise à développer une proposition de projet pour le renforcement de la participation de tous les acteurs à la gestion durable des écosystèmes forestiers du Cameroun

### **2.2. Identification préliminaire du problème**

En dépit de la volonté exprimée à travers la politique forestière, la loi forestière de 1994 et ses décrets d'application, on s'aperçoit que toutes les parties prenantes ne participent pas suffisamment à la gestion durable des massifs forestiers. Cet état de chose s'expliquerait par : (1) la circulation insuffisante des informations pertinentes dans le secteur, (2) la faible perceptibilité des retombées issues de la gestion des forêts et (3) le manque de capacités des acteurs pour non seulement contribuer mais aussi pour tirer le meilleur parti de la gestion durable des massifs forestiers du pays. Comme résultantes, on assiste à la perturbation des équilibres climatiques, la déforestation et la dégradation des forêts et enfin, la contribution insuffisante du secteur forestier à l'économie nationale. A terme, on assiste à l'accentuation de la pauvreté et de la précarité de la vie.

De manière générale, il existe un intérêt considérable sur cette thématique REDD au niveau d'un grand nombre de groupes d'acteurs, notamment la société civile, les populations locales et autochtones et même certaines administrations. Toutefois, les canaux de transmission de l'information, tant au niveau local que national, ne sont pas toujours très fluides.

A plusieurs reprises au cours des débats, mention a été faite au processus FLEGT dans la sous-région pour lequel la société civile a été fortement impliquée. Il est donc ressorti que l'approche à adopter dans le cadre de la REDD devrait davantage s'inspirer de ce qui a été mis en place dans le cadre de FLEGT. Au-delà des acquis de cette expérience FLEGT dans le domaine de mécanismes d'implication de la société civile, il convient aussi de voir comment les réseaux ou groupes d'acteurs mobilisés pour le FLEGT pourraient également constituer une base à élargir dans le cadre de la REDD, notamment à travers leur accompagnement dans la mise en œuvre des activités de démonstration en vue de promouvoir les services environnementaux et l'amélioration des moyens d'existence locale.

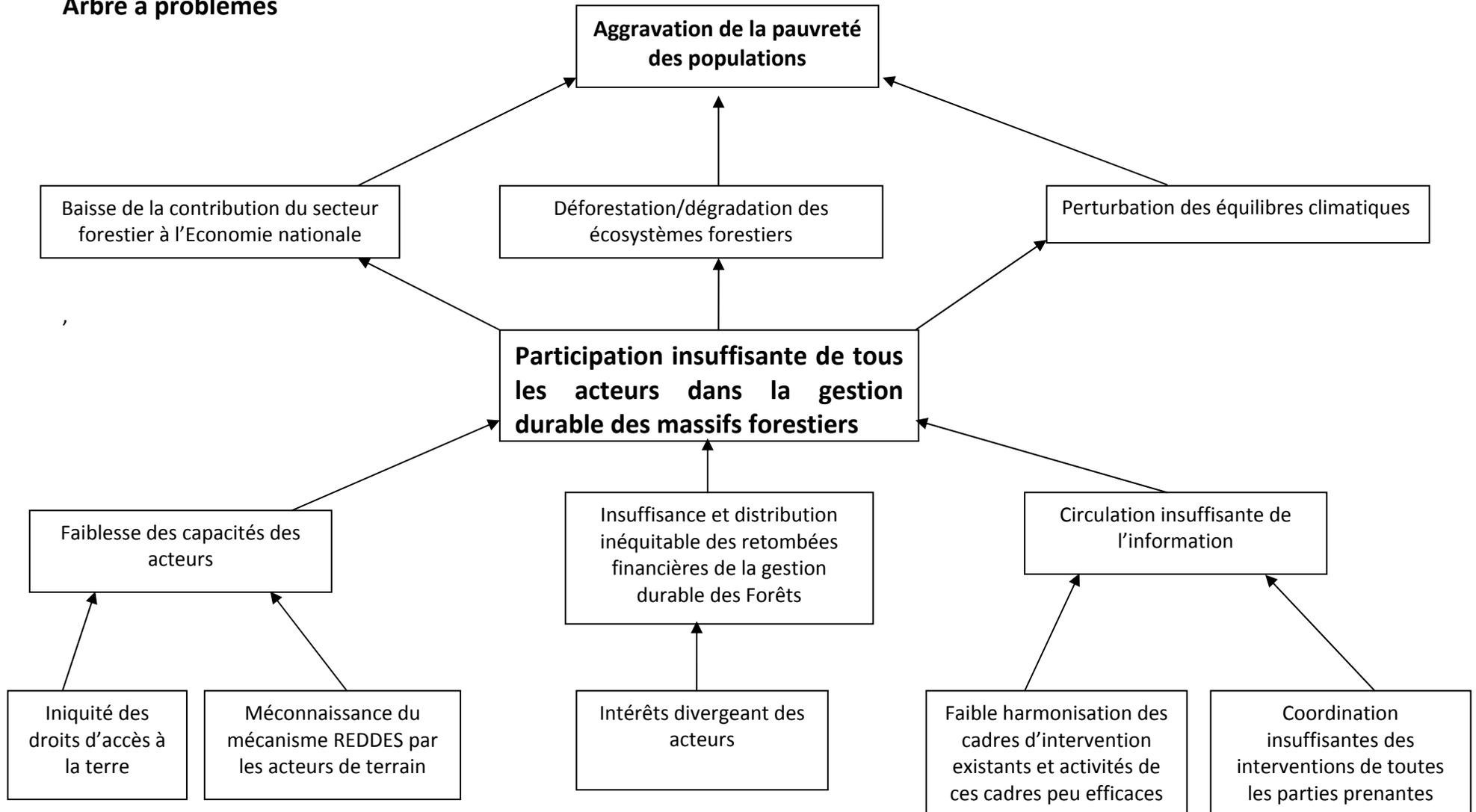
Dans les débats actuels, les projets pilotes REDD sont clairement perçus comme partie intégrante de la mise en œuvre de la Stratégie REDD au niveau des pays : ils sont en effet à même de « tester » des approches sur le terrain et de générer des résultats essentiels dans le processus d'élaboration de la Stratégie Nationale REDD. Dans le cadre de ce projet, il est important de renforcer ce lien entre le niveau gouvernemental et les projets pilotes, en vue de stimuler les échanges d'informations.

Enfin, les débats sur REDD+ font ressortir de nombreux questionnements sur des problématiques essentielles, comme la tenure foncière, les droits d'accès ou d'usage de la terre, le caractère multisectoriel de la déforestation, bref, la gouvernance en général. Ces questionnements s'ils ne sont pas nouveaux, prennent une dimension accrue du fait des enjeux liés au futur mécanisme REDD. Le

but est d'apporter des connaissances et des propositions sur les enjeux à même d'influencer le succès du mécanisme REDD. Etant donné le contexte très mouvant des politiques REDD+, il n'est pas possible d'identifier à ce stade l'ensemble des activités à financer pendant la mise en œuvre du projet.

L'ensemble de la problématique ci-dessus décrite peut être résumé dans le graphique ci-après :

## Arbre à problèmes



### 3. INTERVENTIONS DE L'AVANT – PROJET

#### 3.1. Produits

Les produits attendus sont les suivants :

- ~~Un état des lieux sur les faiblesses des capacités est réalisé~~
- ~~Un état des lieux sur la redistribution et la gestion des retombées financières de la gestion durable est réalisé~~
- ~~Une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes forestiers est réalisée~~
- ~~La proposition de projet complète finalisée avec les éléments actualisés de l'état des lieux et validée par les principaux acteurs est disponible.~~
  
- **Un état des lieux en matière de REDD est réalisé à travers cinq études de base**
  - **Indicateur :**
    - **Les rapports de cinq études de base sur l'analyse du droit d'accès à la terre, des capacités des acteurs, du mécanisme de redistribution des retombées financière de la gestion durable, des mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion des écosystèmes forestiers sont disponible au 3<sup>ème</sup> mois.**
  
- **La proposition de projet complète finalisée avec les éléments actualisés de l'état des lieux et validée par les principaux acteurs est disponible.**
  - **Indicateur :**
    - **A la fin du projet, une proposition complète de projet est finalisée, validée par les différents acteurs et soumise à l'OIBT pour financement**

#### 3.2. Activités, apports et coûts unitaires

Tableau des activités par produit

Produits	Activités
<b><u>1. Un état des lieux en matière de REDD est réalisé à travers cinq études de base</u></b>	1.1. Mener une étude sur le droit d'accès à la terre
	1.2. Réaliser une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD
	1.3. Mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières

	1.4. Faire une analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertations existants (forces et faiblesses)
	1.5. Faire une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes
2. La proposition de projet complète finalisée avec les éléments actualisés de l'état des lieux et validée par les principaux acteurs est disponible	2.1. Mettre en place un comité de relecture de la proposition de projet
	2.2. Organiser des séances de travail de relecture du document de projet
	2.3. Finaliser le document de projet actualisé
	3.4. Organiser un atelier de validation de la proposition actualisée de projet

### 3.3. Approches et méthodes

Une enquête de terrain sera réalisée auprès des principaux acteurs dans les sites ciblés pour identifier la problématique actuelle de la zone et les priorités d'interventions du projet. On s'appuiera sur les acquis du processus REDD au niveau national. Au cours des enquêtes, il sera également identifié des mécanismes de collaboration et de synergie avec ce projet, de sorte à apporter une valeur ajoutée aux initiatives existantes. Les enquêtes seront réalisées par les consultants qui exploiteront également les autres sources d'informations bibliographiques existantes. Pour assurer l'appropriation du projet, le comité de relecture mis en place aura un représentant des acteurs locaux et les documents de projet seront validés en présence de tous les principaux acteurs identifiés au cours du processus.

**Un certain nombre d'initiatives sont mises en œuvre par le Gouvernement et les partenaires au développement pour conscientiser les acteurs et mobiliser leur participation ; mais ceci reste limiter géographiquement, notamment dans la zone forestière dense humide à l'Est et au Sud du Cameroun. C'est le cas notamment des initiatives de la Banque Mondiale, du Projet Pro-Poor REDD de l'UICN et des initiatives de WWF. La collecte des données se fera essentiellement auprès de ces acteurs, mais également auprès de l'administration, des réseaux de la société civile, des populations autochtones, etc. Les informations collectées permettront d'analyser les besoins notamment dans les zones encore moins couvertes par les initiatives REDD comme les mangroves et les écosystèmes forestiers de la zone soudano-sahélienne, extrêmement importants mais plus que vulnérables.**

**Ces écosystèmes offrent en effet des services divers pour populations autochtones comme les Bororos qui sont extrêmement marginalisés notamment en ce qui concerne le droit à la propriété foncière. Au niveau des mangroves le réseau des mangroves, qui est une plate-forme très active et qui travaille avec les partenaires comme l'UICN dans la mobilisation des acteurs à la gestion durable des ressources, va constituer également une source importante d'information. Récemment encore, lors de l'atelier de lancement du processus R-PP tenu en juin 2011, le Gouvernement a réitéré son vœu de voir toutes les zones écologiques du Cameroun touchées par le processus REDD et lancé un appel aux partenaires au développement pour l'accompagnement dans cet aspect.**

**L'avant – projet sera aussi une occasion, pendant la phase de collecte des données, de préparer les acteurs et de commencer le processus d'information des acteurs (de la zone des mangrove et de la zone soudano-sahélienne) jusque-là très peu impliqués au processus REDD.**

**Valeur ajoutée du projet :**

**Ce projet va servir à déclencher un intérêt des bailleurs et catalyser la mobilisation d'autres financements pour les zones, les populations et les acteurs jusqu'alors oubliés par le processus REDD. Il permettra de mobiliser la participation et l'implication des réseaux naissants et extrêmement actifs dans ces zones comme le réseau camerounais des mangroves et le réseau des bororos, et servira aussi de tremplin pour la mobilisation des actions REDD transfrontalières au niveau de la zone côtière du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, du Congo et du Gabon qui font face aux mêmes menaces. Ce projet constitue également une initiative pour freiner la déforestation au niveau des massifs forestiers transfrontaliers de la zone soudano-sahélienne entre le Cameroun – Tchad, considérés comme un front contre l'avancée du désert qui menace les forêts denses et humides plus au sud.**

**3.4. Plan des travaux**

Activités	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Responsable
1.1. Mener une étude sur le droit d'accès à la terre							UICN + MINFOF + Consultants
1.2. Réaliser une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD							UICN + MINFOF + Consultants
1.3. Mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières							UICN + MINFOF + Consultants
1.4. Faire une analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertations existants (forces et faiblesses)							UICN + MINFOF + Consultants
1.5. Faire une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes							UICN + MINFOF + Consultants
2.1. Mettre en place un comité de relecture de la proposition de projet							MINFOF + UICN
2.2. Organiser des séances de travail de relecture du document de projet							UICN+MINFOF
2.3. Finaliser le document de projet actualisé							UICN+MINFOF
2.4. Organiser un atelier de validation de la proposition actualisée de projet							MINFOF + UICN

### 3.5. Budget

Matrice budgétaire								
NB: Cette matrice n'inclut pas: les frais de gestion (Rubrique 70) et les frais de suivi et d'administration (rubrique 80)								
	Description	Composante budgétaire	Quantité	Unité	Cout unitaire	Coût Total	OIBT	Autres sources
Produit 1	<b><u>1. Un état des lieux en matière de REDD est réalisé à travers cinq études de base</u></b>							
	1.1. Mener une étude sur le droit d'accès à la terre							
	Ressources humaines	11, 12	5	homme-jour	250	1250	250	1000
	Honoraires consultant	31	8	homme-jour	250	2000	2000	
	Allocation de séjour terrain (consultants)	31	10	homme-jour	125	1250	1250	
	Consommable	54		Forfait		1200	1200	
	Communication	53		Forfait		1000	1000	
	1.2. Réaliser une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	2500	
	Honoraires consultant	15	8	homme-jours	250	2000	1000	1000
	Allocation de séjour terrain (consultants)	31	10	Participants jours	125	1250	250	1000
	Divers (réunions)	610		Forfait		4000	2000	2000
	Allocation de séjour personnel	31	7	homme-jour	125	875	875	

	Transport / véhicule	33	8	jours	300	2400	1400	1000
	Consommable	54		Forfait		800	800	
	Communication	53		Forfait		800	800	
	1.3. Mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	1500	1000
	Honoraires consultant	13	8	homme-jours	250	2000	1000	1000
	Consommable	54		Forfait		1000	500	500
	Communication	53		Forfait		800	800	
	1.4. Faire une analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertations existants (forces et faiblesses)						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	1500	1000
	Honoraires consultant	13	8	homme-jours	250	2000	1000	1000
	Consommable	54		Forfait		1000	500	500
	Communication	53		Forfait		800	800	
	1.5. Faire une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	1500	1000
	Honoraires consultant	13	8	homme-jours	250	2000	1000	1000
	Consommable	54		Forfait		1000	500	500
	Communication	53		Forfait		800	800	

Produit 2	La proposition de projet complète finalisée avec les éléments actualisés de l'état des lieux et validée par les principaux acteurs est disponible						0	
	2.1. Mettre en place un comité de relecture de la proposition de projet						0	
	Ressources humaines	11,12	5	homme-jours	250	1250	1250	
	Honoraires consultant	13	5	homme-jours	250	1250	1250	
	Consommable	54		Forfait		800	800	
	Transport / véhicule	33	10	jours	300	3000	3000	
	Communication	53		Forfait		800	800	
	2.2. Organiser des séances de travail de relecture du document de projet						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	1500	1000
	Honoraires consultant	13	10	homme-jours	250	2500	2500	
	Divers (réunions)	610		Forfait		2000	2000	
	Allocation de séjour (consultant)	31	20	Participants jours	125	2500	2000	500
	Transport / participants	33	40	jours	60	2400	1900	500
	Consommable	54		Forfait		1000	1000	
	Communication	53		Forfait		1000	500	500
	2.3. Finaliser le document de projet actualisé						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	2500	

	Honoraires consultant	13	20	homme-jours	250	5000	5000	
	Consommable	54		Forfait		500	500	
	Communication	53		Forfait		500	0	500
	2.4. Organiser un atelier de validation de la proposition actualisée de projet						0	
	1 x réunion de 1 jours; 60 participants						0	
	Ressources humaines	11,12	10	homme-jours	250	2500	1500	1000
	Allocation de séjour	31	60	Participants jours	125	7500	7500	
	Allocation de séjour personnel	31	15	homme-jours	125	1875	1875	
	Divers (réunions)	610		Forfait		4000	3000	1000
	Transport participants	33	60	Participants	60	3600	3600	
	Consommable	54		Forfait		1000	1000	
	Communication	53		Forfait		1000	500	500
						<b>91200</b>	<b>72200</b>	<b>19000</b>

## Catégories budgétaires

Catégorie			Quantité	Coûts unitaires	Coûts totaux	OIBT	Autres sources
<b>10</b>	<b>Personnel du projet</b>						
	<b>11</b>	Experts nationaux					
		11.1. Coordonnateur du projet	35	250	8750	7750	1000
		11.2. Point Focal du projet au Ministère	30	250	7500	3500	4000
	<b>12</b>	Autre personnel					
		12.1. Assistant administratif et financier	15	250	3750	2750	1000
	<b>13</b>	Consultants nationaux					
		13.1. Consultant étude sur les droits d'accès à la terre	8	250	2000	2000	
		13.2. Consultant niveau de connaissance REDD	8	250	2000	1000	1000
		13.3. Consultant Etude sur la redistribution et gestion des retombées financières	8	250	2000	1000	1000
		13.3. Consultant Analyse des acteurs et efficacité des cadres de concertations	8	250	2000	1000	1000
		13.4. Consultant étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de GD	8	250	2000	1000	1000
		13.5. Consultant spécialiste en développement de projet	35	250	8750	8750	
		<b>Total composante</b>			<b>38750</b>	<b>28750</b>	<b>10000</b>
<b>30</b>	<b>Déplacements</b>						
	<b>31</b>	Allocation de séjour					
		31.1. Experts et consultants nationaux	100	125	12500	11000	1500
		31.2. Consultants internationaux				0	
		31.3. Personnels permanents du projet	22	125	2750	2750	
	<b>32</b>	Voyages internationaux					
		32.1. Experts et consultants nationaux					

		32.2. Consultants internationaux					
		32.3. Personnels permanents					
	33	Frais de dépl. dans le pays					
		33.1. Location véhicule	20	300	6000	5000	1000
		33.2. Transport participants	100	60	6000	5500	500
		<b>Total composante</b>			<b>27250</b>	<b>24250</b>	<b>3000</b>
<b>50</b>	<b>Biens consommables</b>						
	51	Matières premières					
	52	Pièces détachées					
	53	Réseaux et services			7500	6000	1500
	54	Fournitures de bureaux			8300	6800	1500
		<b>Total composante</b>			<b>15800</b>	<b>12800</b>	<b>3000</b>
<b>60</b>	<b>Divers</b>						
	61	Frais divers (logistique divers réunions)			10000	7000	3000
	62	Frais d'audit					
	63	Imprévus					
	64	Réunions du comité de pilotage	0	0	0		
		<b>Total composante</b>			<b>10000</b>	<b>7000</b>	<b>3000</b>
<b>70</b>	<b>Frais de gestion nationaux / de l'agence d'exécution</b>						
	71	Frais de gestion					
	72	Suivi assuré par le point de contact	0	0	0		
		<b>Total composante</b>			<b>0</b>		
<b>80</b>	<b>Suivi et administration</b>						
	81	Suivi et examen OIBT			3000	3000	
	82	Evaluation à mi-parcours par l'OIBT ITTO ex-post évaluation					
		<b>Total partiel</b>			<b>94800</b>	<b>75800</b>	<b>19000</b>
	83	Frais OIBT d'appui aux programmes (8% sur les postes 10 à 82 ci-dessus)			6064	6064	
	84	Frais de suivi des bailleurs de fonds					
		<b>Total composante</b>					
		<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>100 864</b>	<b>81 864</b>	<b>19 000</b>

Tableau des apports par activité

Activités	Apports	Coûts unitaires
1.1. Mener une étude sur le droit d'accès à la terre	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Consommables	Forfait
	Allocation de séjour	125 \$ par jour
	Communication	Forfait
1.2. Réaliser une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Transport / Véhicule	300 \$ par jour
	Allocation de séjour	125 \$ par jour
	Divers (réunions)	Forfait
	Consommables	Forfait
	Communication	Forfait
1.3. Mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Communication	Forfait
	Consommables	Forfait
1.4. Faire une analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertations existants (forces et faiblesses)	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Consommables	Forfait
	Communication	Forfait
1.5. Faire une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Communication	Forfait
	Consommables	Forfait
2.1. Mettre en place un comité de relecture de la proposition de projet	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Transport / Véhicule	300 \$ par jour
	Communication	Forfait
	Consommables	Forfait
2.2. Organiser des séances de travail de relecture du document de projet	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Transport participants	60 \$ par participant
	Divers (réunions)	Forfait
	Communication	Forfait
	Consommables	Forfait
2.3. Finaliser le document de projet actualisé	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Honoraires consultants	250 \$ par jour
	Communication	Forfait
	Consommables	Forfait
2.4. Organiser un atelier de validation de la proposition actualisée de projet	Ressources humaines	250 \$ par jour
	Allocation de séjour	125 \$ par jour
	Divers (réunions)	Forfait
	Transport participants	60 \$ par participant
	Consommables	Forfait
	Communication	Forfait

#### 4. PARTIE 4 : DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE

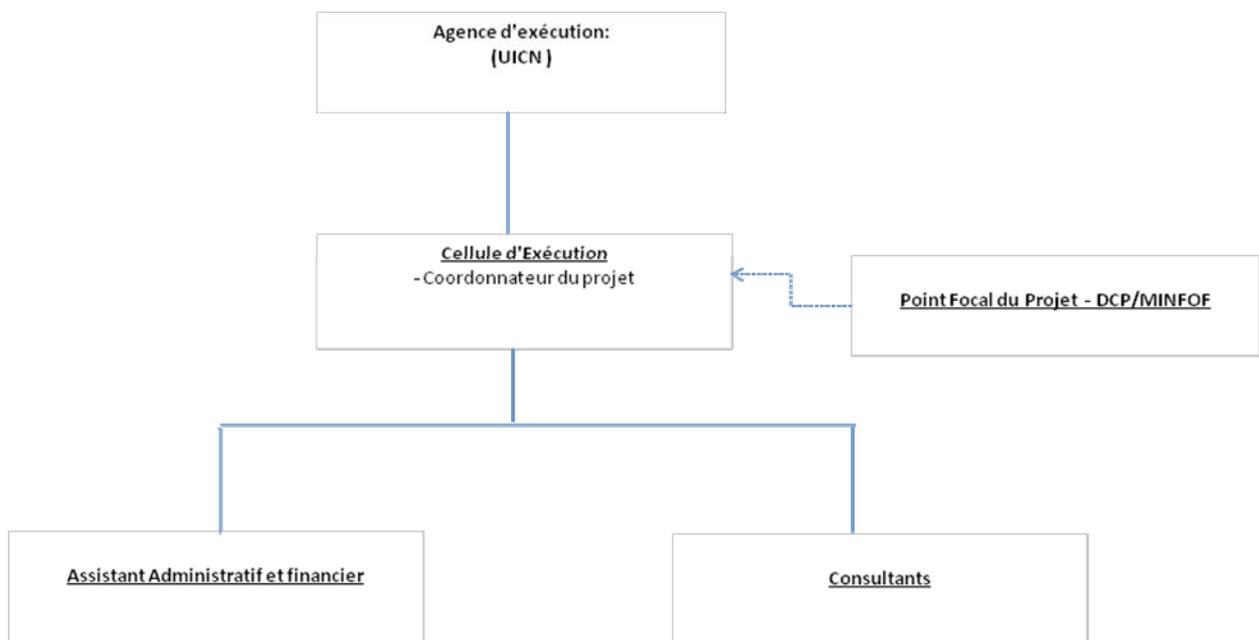
##### 4.1. Agence d'exécution, structure organique et direction du projet

L'avant projet sera exécuté par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) en collaboration avec le MINFOF et le MINEP (qui assure la tutelle institutionnelle du processus REDD).

**Au Cameroun en effet, la gestion de la ressource forestière est placée sous la tutelle du MINFOF ; mais la coordination et la tutelle politique de la REDD est placée sous la responsabilité du MINEP.**

**L'UICN accompagne ces deux ministères dans la mise en œuvre des actions de gestion durable des ressources naturelles.** L'avant projet va capitaliser sur les expériences réalisées par l'UICN dans le cadre de son projet Pro-poor REDD (financé par DANIDA) et les autres acteurs du secteur.

Le schéma ci-après indique la structure institutionnelle du projet.



L'UICN est retenue comme agence d'exécution compte tenu de son expérience en matière de gestion durable des ressources naturelles en Afrique Centrale et dans le monde. En effet, l'UICN est une Union mondiale pour un avenir durable, qui centre ses actions sur la conservation de la biodiversité, force vitale du développement durable et du bien être humain. L'UICN dans sa stratégie d'intervention allie la Science (avec plus de 11 000 spécialistes qui fixent les normes mondiales dans leurs domaines respectifs), l'Action (avec des centaines de projets de conservation dans le monde) et l'Influence (avec la force collective de plus de 1 000 organisations gouvernementales et non gouvernementales). L'UICN est une organisation fédératrice de membres, de partenaires et d'experts et qui fait la promotion de l'approche paysage depuis plusieurs années. Elle a la capacité à s'adapter dans le travail à plusieurs échelles (au niveau du terrain, au niveau intermédiaire et au niveau politique) et avec différents types et groupes d'acteurs. En ce sens, elle a des relations privilégiées

avec les gouvernements, la société civile, le secteur privé et a la capacité de mobiliser et accompagner tous ces acteurs pour la mise en œuvre des initiatives transfrontalières en apportant des expertises diverses (conservation de biodiversité, gestion transfrontalière, facilitation des plateformes de concertation, influence politique, etc.).

Le Bureau du Cameroun de l'UICN abritera la cellule d'exécution. Le bureau mobilisera une personne à temps partiel au sein du Programme pour la coordination du projet. Celui-ci travaillera en étroite collaboration avec le point focal OIBT au niveau du Ministère des Forêts et de la faune. Il s'occupera de la coordination de l'ensemble des activités, y compris celles des consultants recrutés pour la mise en œuvre des activités spécifiques du projet. D'une manière générale, il s'assurera de la réalisation du projet conformément au Descriptif du projet, au plan des travaux détaillé couvrant la durée du projet et suivant les normes et procédures de l'OIBT. Il s'emploiera à ce que le projet soit exécuté dans le respect de ses échéances, dans les limites du budget convenu, et d'une manière qui conduise à la réalisation des objectifs fixés. Il devra par ailleurs établir, avec l'assistant administratif et financier, les procédures adéquates et surveiller l'avancement physique, technique et financier du projet vers ses objectifs, et en identifiant les biens et services financés par l'OIBT.

#### **4.2. Suivi et rapports**

Dans les 4 semaines après le démarrage du projet, le coordonnateur du projet soumettra à la Division de la coopération et de la Programmation du MINFOF et à l'OIBT le rapport de démarrage. Ce rapport sera accompagné par le premier Plan de travail détaillé portant sur les 5 autres mois du projet. Tous les mois, l'Agence d'exécution soumettra au Secrétariat de l'OIBT via le MINFOF les rapports d'avancement tel que le décrit le Manuel de l'OIBT sur le Suivi, l'Examen et l'Evaluation des Projets. Une revue à mi-parcours du projet sera effectuée au 3<sup>ème</sup> mois avec l'objectif de faire des recommandations pour la deuxième phase du projet. Le rapport final sera transmis au Secrétariat de l'OIBT au plus tard un mois après la fin du projet. Le Gouvernement du Cameroun effectuera également des missions de supervision du projet en accord avec ses procédures.

Par ailleurs, le suivi de l'exécution de cet avant projet au niveau du Ministère des Forêts sera assuré par la Division de la coopération et de la programmation.

Parmi les produits de cet avant projet, se trouve des éléments basiques de référence sur les sites pilotes d'intervention en matière de :

- Niveau d'implication des communautés locales
- Niveau de revenus des populations dans les sites ciblés par le projet
- Nombre de projets pilotes
- Niveau de connaissance des acteurs sur le processus REDD
- Niveau de capacités des acteurs à développer des initiatives REDD

Ces éléments de référence, qui font partie des indicateurs du protocole de surveillance du programme thématique REDDES vont servir de base à l'évaluation du projet pendant sa mise en œuvre.

## Annexe 1 : Profil de l'Agence d'Exécution

### 1) Historique

- Nom : Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)
- Siège :
  - Mondial : Gland (Suisse)
  - Régional : Ouagadougou (Burkina Faso)
  - Cameroun : Yaoundé
- Année de création : 1948
- Domaine de spécialité : Conservation
- Organigramme : Directeur Régional, Coordonnateur des Programmes, Coordonnateurs des Programmes Thématiques, Coordonnateurs des Programmes Pays, Responsables des Ressources Humaines, Chefs de projets, Agents administratifs et Agents d'appui
- Listes des principaux projets, ou études conduits au cours des trois années passées:
  - Towards Pro-poor REDD Cameroun
  - Vulnerable people diminishing wildlife Central Africa
  - Allanblackia, standard setting and sustainable supply chain management in Ghana : Phase II
  - Global Water Partnership - Central Africa
  - Monitoring the Illegal Killing of Elephants (MIKE) implementation in the Central African sub-region
  - Support Program for Civil Society Strengthening for Biodiversity Conservation in the Congo Basin.
  - Building multi-stakeholder coalitions FLEGT-VPAs stakeholder coalitions in Central and West Africa and China
  - Conference on forest tenure governance and enterprise
  - IUCN-Livelihoods and Landscapes Strategy
  - Projet d'Appui à l'amélioration des législations régissant les filières bois transfrontalières dans les pays des Grands Lacs (Rwanda-Burundi-RDC)
  - Représentativité et participation de la société civile et des communautés aux instances de décisions des institutions régionales africaines et dans les plate-formes nationales sur les questions foncières et forestières
  - Support Program for Civil Society Strengthening for Biodiversity Conservation in the Congo Basin.
- Liste des projets soumis et avant – projets soumis à l'OIBT:
  - Promotion des techniques d'Exploitation à Faible Impact au Gabon et dans le Bassin du Congo
  - Promoting Africa-China Collaboration for Improved Forest Governance

### 2) Infrastructures

Le Bureau Régional de l'UICN et celui du Cameroun sont constitués des équipements mobiliers, informatiques, immobiliers et de logistique divers, nécessaires à la mise en œuvre de tout genre d'activité et de toute sorte de projet.

### 3) Budget du Programme

Année 2008 : 773 088 €

Année 2009 : 873 088 €

Année 2010 : 1 233 361 €

4) Personnel du Bureau Cameroun

<b>Domaines de compétences</b>	<b>Nombre</b>
Diplômés du troisième cycle de l'enseignement supérieur	12
Diplômés du deuxième cycle de l'enseignement supérieur	8
Effectifs de techniciens qualifiés	6
Effectifs des employés d'administration	12

## **Annexe 2 : TDR du *Coordonnateur du Projet* fourni par l'Agence d'Exécution**

Placé sous la supervision directe du Chef de Programme de l'UICN au Cameroun, le Coordonnateur du projet travaillera en étroite collaboration avec le Point Focal du Projet au sein du Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun.

### **Rôles et responsabilités**

De manière générale, le coordonnateur du projet veillera à:

1. La supervision/orientation de la collecte des données et des informations utiles au projet ;
2. La coordination des consultants nationaux, examen des rapports et avis pour en assurer la conformité aux politiques, critères et autres exigences de l'OIBT et du Ministère ;
3. La préparation / révision des mandats des consultants et au suivi de leur travail ;
4. L'examen du plan de travail, la supervision de sa mise en œuvre et la préparation du rapport d'avancement à mi-parcours et du rapport final du projet ;
5. La préparation de la proposition de projet à soumettre à l'OIBT dans les délais requis ;
6. La préparation en collaboration avec le point focal des actes/rapports des ateliers ;
7. La finalisation des rapports techniques produits par le projet ;

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire d'un diplôme d'études universitaires au niveau Master (Bac+5/6) notamment dans un ou plusieurs des secteurs d'intervention du programme : sciences agronomiques, sciences de l'environnement, aménagement et développement durable des ressources naturelles;
- Justifier d'une expérience professionnelle de 10 années dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, particulièrement dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des aires protégées;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo ;
- Avoir une bonne connaissance des principes et outils de l'aménagement et du zonage forestier ;
- Avoir une bonne expérience en matière de coordination et de gestion des projets ;
- Avoir une expérience reconnue pour l'élaboration de documents de réflexion et de synthèse ;
- Avoir une expérience du travail en équipe, un bon sens de l'organisation et de la gestion;
- Avoir de bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Powerpoint, et du réseau Internet;
- Faire preuve d'autonomie, de maturité personnelle et professionnelle et d'aptitude d'écoute et de communication ;
- Aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche paysage et de l'espace TRIDOM serait un atout.

## ***TDR du Consultant Spécialiste en développement des projets***

### **Contexte**

Afin de contribuer à la réduction de la pauvreté, l'UICN et le Gouvernement du Cameroun développent un projet de mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun. Il s'agit d'un processus qui passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un avant-projet et l'élaboration d'un projet détaillé. L'élaboration d'un tel projet nécessite l'apport d'un consultant spécialiste en développement des projets.

### **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est d'apporter un appui technique à l'élaboration d'un projet détaillé au terme de la mise en œuvre de l'avant projet.

### **Rôles et responsabilités**

Sous la supervision du Coordonnateur du projet, le Consultant Spécialiste en développement des projets s'assure du développement de la proposition complète de projet à soumettre à l'OIBT. De manière spécifique, ses rôles et responsabilités sont les suivantes :

1. Participation à la préparation de la méthodologie de collecte et à d'analyse des informations de base, en ce qui concerne le processus REDD et la gouvernance forestière
2. En collaboration avec les autres consultants thématiques, développer la problématique et déduire les actions prioritaires à mettre en œuvre ;
3. Sur la base de l'information de base disponible, élaborer la proposition complète de projet à soumettre à l'OIBT, suivant le format requis ;
4. Participation aux missions de consultation et à l'organisation des ateliers de concertation sur le processus ;
5. Evaluation de la faisabilité technique et de la durabilité des activités proposées et faire des recommandations ;

### **Produit attendu de la mission**

En assurant la qualité technique, le consultant fournira un document de projet finalisé qui réponde à toutes les exigences de l'OIBT.

### **Profil du consultant**

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (bac + 5 au moins) dans le domaine de la gestion des projets, développement ou management;
- Avoir au minimum 8 ans d'expérience dans les domaines de montage et de gestion des projets, particulièrement dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des aires protégées;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo ;
- Avoir une bonne connaissance des mécanismes REDD ;

- Excellentes compétences en informatique ;
- Avoir la maîtrise du Français et/ou de l'Anglais ;
- Avoir des qualités en termes de communication, d'écoute, relations interpersonnelles et d'analyse.

**Durée de la mission**

La durée du mandat est de 40 jours

## **TDR du point focal du projet au sein du Ministère des Forêts et de la Faune**

### **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature ont développé une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun.

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant Projet sur une période de 6 mois. Pour ce faire, et pour renforcer la collaboration entre l'UICN et le MINFOF dans sa mise en œuvre, il est prévu la mobilisation d'un point focal du projet au sein du Ministère.

### **Rôles et responsabilités :**

- Assurer en collaboration avec le Coordonnateur du projet, l'organisation des missions de suivi et d'évaluation ;
- Contribuer à la rédaction des rapports de mission et d'ateliers ;
- Assurer l'appropriation et la capitalisation des résultats du projet au sein du Ministère
- Assurer la diffusion des résultats du projet au sein du MINFOF et au niveau de ses partenaires ;
- Assurer le lien entre l'Agence d'exécution, le MINFOF et les autres administrations impliquées.

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (bac + 5 au moins) dans le domaine de la foresterie ;
- Avoir au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles ;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Cameroun ;
- Avoir une bonne connaissance des principes du mécanisme REDD ;
- Etre en service dans une Direction technique du MINFOF.

## **TDR du consultant chargé de mener une étude sur le droit d'accès à la terre**

### **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature ont développé une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun.

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant Projet sur une période de 6 mois. Dans ce cadre il est prévu la mobilisation d'un consultant qui sera chargé de mener une étude sur le droit d'accès à la terre dans la zone du projet.

### **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est de mener une étude sur le droit d'accès à la terre dans la zone du projet.

### **Produits attendus, rôles et responsabilités du Consultant**

En assurant la qualité technique, la mission fournira :

- Un document indiquant les modes d'acquisition et d'accès aux terres, les parties concernées, les enjeux et les intérêts des acteurs concernés.

Pour ce faire, il devra :

- Analyser les intérêts des parties en présence ;
- Identifier les communautés et agences gouvernementales intervenant dans la zone du projet ;
- Analyser les modes d'accès à la terre ;
- Analyser les mécanismes institutionnels d'affectation des terres ;
- Aider le consultant en gestion de projet pour le développement de la proposition de projet à soumettre à l'OIBT ;
- Participer au développement du projet, aux missions de consultation et à l'organisation des ateliers de concertation sur le processus ;
- Analyser la collaboration institutionnelle des administrations intervenant dans la zone du projet.

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire au moins d'un diplôme d'études universitaires au niveau Master (Bac+5/6) notamment dans un ou plusieurs des secteurs: sciences agronomiques, sciences de l'environnement, aménagement et développement durable des ressources naturelles;
- Justifier d'une expérience professionnelle de 8 années dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles ;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo ;

- Avoir une bonne connaissance des principes et outils de l'aménagement et du zonage des terroirs ;
- Avoir de bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Powerpoint, et du réseau Internet;
- Aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- La connaissance de la problématique REDD serait un atout ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche paysage et de l'espace TRIDOM serait un atout.

## **TDR du consultant chargé de réaliser une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD**

### **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature se sont mis ensemble pour développer une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant-Projet sur une période de 6 mois. Dans ce cadre il est prévu la mobilisation d'un consultant qui sera chargé de mener une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD au Cameroun.

### **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est de mener une enquête sur le niveau de connaissance de l'existence de la problématique REDD au Cameroun.

### **Produits attendus, rôles et responsabilités du Consultant**

En assurant la qualité technique, la mission fournira :

- Un document indiquant le niveau de connaissance par les acteurs concernés de la problématique et des initiatives REDD au Cameroun.

Pour ce faire, il devra :

- Identifier les communautés et agences gouvernementales concernés par les mécanismes REDD ;
- Analyser la collaboration institutionnelle des administrations concernés par la problématique REDD ;
- Participation à la collecte et à l'analyse des informations de base, en ce qui concerne la gestion forestière et la REDD ;
- Collecter les informations sur les initiatives existantes en matière de REDD et leur couverture géographique ;
- Aider le consultant en gestion de projet pour le développement de la proposition de projet à soumettre à l'OIBT ;
- Sur la base de l'information produits, identifier les opportunités et les contraintes pour le projet complet à élaborer ;
- Contribuer à l'évaluation de la faisabilité technique et la durabilité des activités proposés ;
- Faire des recommandations pour le renforcement/développement des capacités ainsi que pour l'engagement des parties prenantes dans le futur projet ;

- Participer au développement du projet, aux missions de consultation et à l'organisation des ateliers de concertation sur le processus.

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire au moins d'un diplôme d'études universitaires au niveau Master (Bac+5/6) notamment dans un ou plusieurs des secteurs: sciences de l'environnement, foresterie, aménagement et développement durable des ressources naturelles;
- Avoir au minimum 5 ans d'expérience dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, particulièrement dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo ;
- Avoir de bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Powerpoint, et du réseau Internet;
- Aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche paysage et de l'espace TRIDOM serait un atout ;
- La connaissance de la problématique REDD serait un atout.

## **TDR du consultant chargé de l'analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertation existants dans le processus REDD**

### **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature se sont mis ensemble pour développer une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant-Projet sur une période de 6 mois. Dans ce cadre il est prévu la mobilisation d'un consultant chargé de mener une étude sur l'analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertation existants dans le processus REDD au Cameroun.

### **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est de mener une étude sur l'analyse des acteurs et l'efficacité des cadres de concertation existants dans le processus REDD au Cameroun.

### **Produits attendus, rôles et responsabilités du Consultant**

En assurant la qualité technique, la mission fournira :

- Un document qui présente et analyse les forces et les faiblesses des acteurs concernés par la problématique REDD, les cadres de concertation existants, leur pertinence et leur efficacité.

Pour ce faire, le consultant devra :

- Identifier les communautés et agences gouvernementales concernés par les mécanismes REDD et devant bénéficier du renforcement des capacités dans le cadre du projet complet ;
- Identifier et analyser les cadres de concertation existants sur la problématique REDD ;
- Analyser les capacités des acteurs à participer au processus, déterminer leurs rôles et actions et définir le mécanisme de valorisation de ces actions ;
- Analyser les mécanismes de partenariat, de collaboration et de coopération avec les acteurs nationaux et transfrontaliers ;
- Analyser les mécanismes institutionnels existants et proposer des renforcements dans la perspective REDD ;
- Identifier tous les besoins en renforcement des capacités dans le cadre du projet complet ;
- Participer au développement du projet, aux missions de terrain si nécessaires et à l'organisation des ateliers de concertation sur le processus ;

- Aider le consultant en gestion de projet pour le développement de la proposition de projet à soumettre à l'OIBT.

#### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire au moins d'un diplôme d'études universitaires au niveau Master (Bac+5/6) notamment dans un ou plusieurs des secteurs: sciences de l'environnement, sciences sociales, foresterie, aménagement et développement durable des ressources naturelles;
- Avoir au minimum 6 ans d'expérience dans le domaine de la gestion durable des ressources naturelles, particulièrement dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles;
- Avoir une bonne connaissance des techniques d'implication des populations riveraines dans la gestion des ressources naturelles.
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Cameroun et du Bassin du Congo ;
- Avoir de bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Powerpoint, et du réseau Internet;
- Aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- Avoir une bonne connaissance de l'approche paysage et de l'espace TRIDOM serait un atout ;
- La connaissance de la problématique REDD serait un atout.

# **TDR du consultant chargé de réaliser une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières**

## **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature se sont mis ensemble pour développer une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant-projet sur une période de 6 mois. Dans ce cadre il est prévu la mobilisation d'un consultant qui sera chargé de mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières.

## **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est de mener une étude sur la redistribution et la gestion des retombées de la gestion durable des ressources forestières.

## **Produits attendus, rôles et responsabilités du Consultant**

En assurant la qualité technique, la mission fournira :

- Un document indiquant les mécanismes de partage des retombées issues de l'exploitation des ressources forestières et fauniques en cours au Cameroun, leurs utilisations, les parties bénéficiaires et les propositions d'amélioration.

Pour ce faire, le consultant devra :

- Recenser tous les mécanismes de partage de bénéfices issus de l'exploitation des ressources forestières et fauniques en cours au Cameroun ;
- Faire un inventaire des bénéficiaires des retombées de la gestion durable ;
- Recenser et analyser les critères de partage ;
- Recenser les types de projets ou d'actions ayant été financés par les retombées ;
- Analyser l'efficacité et l'efficience des modes de redistribution utilisés ;
- Analyser les mécanismes de suivi et d'évaluation des utilisations faites des retombées perçues par les communes et les communautés locale ;
- Faire des propositions d'amélioration de retombées issues de la gestion durable des ressources forestières et fauniques ;
- Faire des propositions des mécanismes de partage équitable des retombées ;
- Analyser la collaboration institutionnelle des administrations concernés par la génération des retombées et leur partage ;
- Aider le consultant en gestion de projet pour le développement de la proposition de projet à soumettre à l'OIBT ;

- Faire des recommandations pour le renforcement/développement des capacités pour le partage et la gestion des retombées ;
- Participation à la collecte et à l'analyse des informations de base, en ce qui concerne la gouvernance forestière ;
- Sur la base de l'information produits, identifier les opportunités et contraintes pour le projet à définir ;
- Proposer des recommandations pour le renforcement et/ou l'amélioration du cadre politique et législatif dans la perspective REDD ;
- Participer au développement du projet, aux missions de consultation et à l'organisation des ateliers de concertation sur le processus.

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire au moins d'un diplôme d'études universitaires au niveau Master (Bac+5/6) notamment dans un ou plusieurs des secteurs: sciences de l'environnement, sciences sociales, foresterie, aménagement et développement durable des ressources naturelles;
- Avoir au minimum 8 ans d'expérience dans le domaine de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles;
- Avoir une excellente connaissance du contexte environnemental, politique, économique et social de la gestion des écosystèmes forestiers du Cameroun ;
- Avoir une bonne connaissance des mécanismes de partage des retombées issues de l'exploitation des ressources naturelles ;
- Avoir de bonnes connaissances dans le domaine informatique : environnement Windows : Word, Excel, Powerpoint, et du réseau Internet;
- Aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- La connaissance de la problématique REDD serait un atout

## **TDR du consultant chargé de réaliser une étude sur les mécanismes de diffusion de l'information en matière de gestion durable des écosystèmes**

### **Contexte**

Le Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun(MINFOF) et l'Union Internationale pour la conservation de la Nature se sont mis ensemble pour développer une proposition de projet intitulé : *Contribution à la mise en place des mécanismes REDD à travers le renforcement de la participation des acteurs à la gestion durable des massifs forestiers du Cameroun*. Ce projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté tout en atténuant les effets de la déforestation et de la dégradation des forêts au Cameroun

De manière spécifique, il s'agit d'élaborer la proposition complète de projet en prenant en compte le contexte actuel du REDD ainsi que toutes les initiatives émergentes dans la sous-région en matière de conservation et de gestion durable des ressources forestières.

Le développement de cette proposition de projet passe par l'élaboration et la mise en œuvre d'un Avant-projet sur une période de 6 mois. Dans ce cadre il est prévu la mobilisation d'un consultant qui sera chargé de la communication au sein du projet

### **Objectif de la mission**

L'objectif de la mission est de diffuser toutes les informations relatives au projet.

### **Produits attendus, rôles et responsabilités du Consultant**

En assurant leurs qualités techniques, la mission fournira les produits suivants :

- Rapport divers, plan de communication et articles sur le projet.

Pour ce faire, il devra :

- Préparer et mettre en œuvre le Plan de communication du Projet ;
- Développer les outils de communication adéquat ;
- Assurer l'interface du Projet avec les médias ;
- Faciliter les réunions et les ateliers du Projet ;
- Contribuer à la diffusion des résultats du Projet.

### **Qualifications minimales requises**

- Etre titulaire d'un diplôme d'études universitaires en communication ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans ;
- Avoir une expérience en matière d'animation des réunions, ateliers, ou séminaires ;
- Avoir des connaissances générales en matière de politique forestière du Cameroun ;
- Avoir une aisance rédactionnelle en français et/ou en Anglais ;
- La connaissance de la problématique REDD serait un atout.

## ANNEX 4: Responses to reviewer comments

Reviewer Comment*	Amendment(s) made**	Page #***
<p><b>Comment 1:</b>  <i>1.1. Origin and justification: The argumentation is quite similar to the rational in the preliminary problem identification. Please elaborate in this section how it came the link to the REDDES TP</i></p>	<p><i>Voir les 3 paragraphes en gras de la section 1.1. Plus particulièrement, la cohérence avec le Programme thématique REDDES se trouve au deuxième paragraphe de la partie qui a été ajoutée</i></p>	<p>Pages 2 &amp; 3</p>
<p><b>Comment 2:</b>  <i>1.2.1. The Proposal needs to clearly describe its link to the objectives of the REDDES Thematic Programme and its association with the monitoring protocol and the means of verification protocols.</i></p>	<p><i>La partie manquante a été insérée dans le paragraphe "Conformité avec les objectifs du Programme Thématique REDDES" en gras</i></p>	<p>Pages 5 &amp; 6</p>
<p><b>Comment 3:</b>  <i>1.2.2. The proposal adequately addresses its relevance to the national Growth and Employment Strategy Paper of Cameroon as well as Cameroon's forest policy, however it should also be linked to the advancement of the REDD+ strategy in Cameroon.</i></p>	<p><i>La partie manquante a été ajoutée comme dernier paragraphe de la section "au niveau national" dans le 1.2.2.</i></p>	<p>Page 7</p>
<p><b>Comment 4:</b>  <i>2.2. Proposal identifies the problem of lack of sufficient involvement of stakeholders in the sustainable management of forests</i></p>	<p><i><u>OUI.</u> C'est le problème central identifié dans le texte et dans l'arbre à problèmes. Rien n'a changé au paragraphe 2.2.</i></p>	
<p><b>Comment 5:</b>  <i>3.1. Outputs are stated but in rather broad terms and with no indication of measurable indicators, this needs to be revised. Reword output 1. "Weaknesses affected capacities" can be anything. The activities give a better impression about what is meant with this wording, but it let a lot of space for (mis)interpretation. For example, Act. 3.1 could also belong to output 1...</i></p>	<p><i>Les produits du projet ont été reformulés. Nous avons maintenant retenu 2 produits avec des indicateurs objectivement vérifiables dans cette section 3.1. en gras</i></p>	<p>Page 11</p>
<p><b>Comment 6:</b>  <i>3.2. The master budget table should move to the budget section</i></p>	<p><i>Les tableaux du budget ont été enlevés de cette section et introduite à la section 3.5</i></p>	<p>Pages 14 - 21</p>
<p><b>Comment 7:</b>  <i>3.3. No specific mention of the achievements of REDD upon which the project will build. Also, the methodology for the survey needs to be described in more detail and the sources of information required for the elaboration of the full proposal should be identified. It is not clear how the proponents want to achieve a proper communication regarding REDD+ with stakeholders that have not yet been informed about what is that about. The section should be improved and provide better information</i></p>	<p><i>Cette partie a été mieux élaborée (en tenant compte des commentaires) sur les deux paragraphes en gras de cette section. Le deuxième paragraphe précise la valeur ajoutée du projet</i></p>	<p>Pages 12 &amp; 13</p>
<p><b>Comment 8:</b>  <i>3.4. Work plan is ok, but implementation should begin from 1st month, taking into account the short duration of a pre-project The Gantt Chart suggests that the key studies are meant to take place during the same month</i></p>	<p><i>Le chronogramme de mise en oeuvre a été revu conformément aux recommandations:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Les premières activités démarrent au premier mois</i></li> <li>• <i>La durée des études est maintenant de 3 mois</i></li> </ul>	<p>Page 13</p>

Reviewer Comment*	Amendment(s) made**	Page #***
<i>(and in one month) - that appears unrealistic. Additionally synergies between the studies should be actively promoted</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les études sont réalisées simultanées, question de développer la synergie entre ces études</li> </ul>	
<p><b>Comment 9:</b></p> <p>3.5. The budget appears too high for the proposed activities and should be streamlined accordingly. Cost of human resources appears duplicated and excessive and inflates the budget, needs revision.</p> <p>Please include an appropriate amount for a final audit (compulsory for all ITTO projects)</p> <p>The master budget table should be presented before the budget by component.</p>	<p>Le budget a été revu conformément aux recommandations:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Nous avons diminué les coûts du personnel d'environ 30% et le budget total a été réduit d'environ 15%</li> <li>Les montants appropriés de l'audit et des frais de suivi de l'OIBT ont été introduits au niveau de la composante 80 du budget (ligne 81 et 83)</li> <li>La matrice budgétaire est présentée avant le budget par composante</li> </ul>	<p>Page 18 &amp; 19</p> <p>Page 14 - 17</p>
<p><b>Comment 10:</b></p> <p>4.1. Suitably well presented, although it is not clear whether IUCN, MINFOF or MINEP is in charge of the REDD process as presented under 4.1 Line 2 on page 17. Please clarify</p>	<p>Ceci a été clarifié de la 3ème à la 5ème ligne du premier paragraphe (en gras)</p>	<p>Page 21</p>
<p><b>Comment 11:</b></p> <p><i>Summary of comment:</i> An interesting proposal and full of synergies with other ongoing projects. However it is not clear what the added value over other already funded activities will be. That needs additional clarification, besides the specific comments mentioned above.</p>	<p>La valeur ajoutée du projet a été précisée à la page 13, section 3.3.</p> <p>Les autres commentaires ont été pris en compte dans les points ci-dessus</p>	<p>Voir document de projet revu</p>

\* In this column please insert the individual reviewer comments

\*\* In this column please describe which change(s) you made (see examples)

\*\*\* In this column please insert the page number where changes have been made